



AMBASSADE DE SUISSE
AU PÉROU

LIMA 100, le 22 août 1989
Case postale 378

Réf.: 381.0-FZ/all.

R.P. No. 6/1989

Pérou: Rapport de fin de mission

Le Pérou: d'octobre 1984 à août 1989 et perspectives d'avenir

I. Le Gouvernement du Président Fernando Belaunde Terry

Lorsque je suis arrivé au Pérou, au début d'octobre 1984, le Président Fernando Belaunde Terry (FBT) était déjà au pouvoir depuis plus de 4 ans et il lui restait seulement 9 mois pour terminer son mandat. Cette fin de période fut assez pénible car le Président donnait l'impression de vouloir à tout prix arriver au terme de son second mandat, obnubilé par le fait qu'il avait été renversé peu avant la fin du premier en octobre 1968. Le régime de cet architecte de profession fut surtout caractérisé par des constructions d'immeubles, de barrages et de routes, dont celle de la marginale de la forêt vierge qui devrait relier le Pérou à l'Equateur en passant au pied de la Cordillère des Andes du côté du Brésil. Au passif de cet homme d'Etat, je citerai la grande corruption qui régnait dans le pays, non seulement dans les sphères du parti gouvernemental Action populaire (AP) mais surtout dans les 3 forces de police. FBT eut le tort de trop faire confiance à certains de ses ministres qui abusèrent de la situation pour s'enrichir au pouvoir tandis que lui-même, véritable gentleman, restait au-dessus de tout soupçon. Sa principale faiblesse fut qu'il n'a pas résolu les problèmes urgents du pays dont celui de la subversion, qui a commencé sous sa présidence, et qu'il a confondu les priorités de l'Etat péruvien.

Quand il est arrivé au terme de son mandat, ce fut une espèce de soulagement pour tout le pays, même pour ses amis politiques car la cote du parti Action populaire était au plus bas même si, du point de vue économique et monétaire, la situation n'était pas du tout catastrophique. FBT laissait à son successeur des réserves internationales nettes s'élevant à plus de 700 millions de dollars mais la stagnation économique régnait dans le pays. Les usines ne travaillaient plus qu'à environ 50% de leur capacité.

II. Le Gouvernement du Président Alan Garcia Perez

1. Les élections

Les électeurs péruviens furent séduits par la jeunesse, par l'enthousiasme et surtout par l'art oratoire d'Alan Garcia Perez (AGP) qui gagna les élections d'avril 1985 avec 45% de l'ensemble des suffrages et permit à son parti "Action pour la révolution américaine" (APRA), fondé à la fin des années 20 par Victor Raul Haya de la Torre, d'arriver pour la première fois au pouvoir,

après plus de 50 ans d'opposition. Le parti APRA obtint une grande victoire électorale en remportant la majorité absolue des sièges à la chambre des députés (105 députés sur 180) et au Sénat, grâce à l'alliance électorale avec la démocratie chrétienne et avec le mouvement Solidarité et démocratie (SODE) du sénateur Silva Ruete.

Normalement, un deuxième tour de scrutin aurait dû avoir lieu car AGP n'avait pas reçu plus de 50% des voix mais le candidat de la Gauche unie (IU), Alfonso Barrantes, qui avait obtenu 21% au premier tour, renonça à se présenter et économisa ainsi de l'argent à l'Etat péruvien. Tous les partis acceptèrent la victoire d'AGP, avocat de profession et député pendant la précédente législature, qui avait basé toute sa campagne sur le fait qu'il désirait être le Président de tous les Péruviens. Une grande partie des indépendants avaient voté en sa faveur dans l'idée d'un changement de mentalité plus que de structure.

2. La politique intérieure du nouveau Président

a) La première période

Le jeune Président, élu à l'âge de 36 ans, décida alors, avec son premier Ministre Luis Alva Castro (LAC), de mener une politique nationaliste tant sur le plan interne qu'externe. Dans le domaine de la politique intérieure, le gouvernement a appuyé la production nationale par l'octroi de subventions et il a surtout relancé la demande en augmentant sensiblement les salaires du secteur public et en incitant les entrepreneurs à faire de même dans le domaine privé. Cette politique eut du succès jusqu'à la fin de 1986 mais elle aurait dû être corrigée à cette époque-là, afin de permettre au pays de conserver les devises acquises sous le gouvernement précédent.

Le Premier Ministre Alva Castro, qui était en même temps Ministre de l'économie, voulait se retirer à la fin de 1986 pour reprendre son mandat de député et briguer ensuite la présidence de la chambre mais le Président le força à l'accompagner jusqu'en juin 1987, sans procéder à une nouvelle orientation de la politique économique. Les résultats respectifs des années 1986 et 1987 furent assez brillants car le PNB augmenta respectivement de 7,7 et de 9,5% mais au détriment des devises du pays qui fondirent rapidement, l'Etat vivant nettement au-dessus de ses moyens avec sa politique exagérée de subventions aux secteurs productifs et aux consommateurs.

Jusqu'à la fin de juillet 1987, soit pendant deux ans, AGP domina la vie politique du pays et réduisit l'opposition à la portion congrue car il pouvait compter sur l'approbation tacite d'environ 80% de la population. Mais la situation se détériora après le 28 juillet 1987, soit après l'annonce de l'étatisation du système financier dont la conséquence fut de réveiller les forces de droite qui ne s'étaient pas remises de leur défaite de 1985. Cette mesure fit perdre à AGP sa crédibilité tant dans les milieux financiers nationaux qu'internationaux. La loi d'étatisation fut

approuvée en 72 heures à la Chambre tandis qu'il aura fallu 6 semaines au Sénat pour l'adopter avec des amendements substantiels qui en réduisaient la portée et la rendaient pratiquement impossible à mettre en pratique. Ces deux premières années marquent la première période d'AGP.

b) La deuxième période

A partir d'août 1987, AGP subit un déclin de sa popularité dans la classe moyenne et chez les gens aisés mais il conserva le soutien populaire. Il perdit ce soutien dès septembre 1988 lorsqu'il dut se résoudre à prendre de sérieuses mesures pour juguler l'inflation. Il dut en effet reprendre au peuple pratiquement tout ce qu'il lui avait donné au début de son mandat, sous la forme d'augmentations de salaires et de subventions, et supprimer la plupart de ces dernières afin de diminuer le déficit budgétaire.

Suite à ces mesures, le pouvoir d'achat de la population tomba drastiquement malgré les quelques augmentations de salaires promulguées par le gouvernement dans l'espoir de diminuer l'amertume de la pilule. De toute façon, celle-ci fut dure à avaler pour la majorité de la population et, depuis environ une année, les grèves se succèdent, affectant non seulement les transports mais les mines, les banques, les écoles et surtout les hôpitaux de l'Etat, qui sont paralysés depuis plus de 2 mois. Des personnes sont décédées par manque de soins.

Durant le dernier trimestre de 1988, on a même parlé de coup d'Etat après le retrait forcé d'un général de l'armée de terre qui aurait dénoncé une conspiration au Président sans s'en être référé au préalable à son chef.

Sur le plan gouvernemental, le cabinet du sénateur Larco Cox succéda en juin 1987 à celui du député Alva Castro et, en juin 1988, c'est le sénateur Armando Villanueva del Campo, 73 ans, qui devint premier Ministre et dut faire face au mécontentement populaire suite à la crise économique. Après environ une année au pouvoir, Villanueva, fatigué, malade et incapable de redresser notablement la situation économique, dut laisser sa place à Luis Alberto Sanchez, 89 ans, le vice-président de la République, qui est pratiquement la dernière carte du parti susceptible de trouver une certaine acceptation dans l'opposition. Mais le vieux politicien, qui désire briguer à nouveau un poste de sénateur, devra abandonner le cabinet ministériel au début d'octobre prochain pour une raison d'incompatibilité de mandat. AGP devra alors faire appel à une autre personnalité pour l'aider à terminer sa période présidentielle.

3. La politique étrangère d'AGP

En politique étrangère, AGP voulut d'emblée être un des leaders du Mouvement des pays non alignés. On peut dire que le rôle du Pérou dans ce Mouvement a été proportionnel à l'évolution du taux

de popularité du Président dans le pays. Pour des raisons financières, le Pérou ne put briguer le siège du Mouvement après le désistement du Nicaragua et c'est la Yougoslavie qui fut finalement élue.

Dès sa prise de pouvoir, AGP a formé le groupe de Lima avec l'Argentine, le Brésil, Panama et l'Uruguay pour appuyer les efforts du groupe de Contadora. Il se rendit lui-même en 1985 à Managua pour assurer le gouvernement sandiniste de sa solidarité. Il déclara même à ce propos qu'il romprait les relations diplomatiques avec les Etats-Unis d'Amérique si ce pays envahissait le Nicaragua. AGP fit aussi une visite la même année au siège de la FAO où il prononça un fameux discours ainsi qu'à l'ONU à New York.

Le Président péruvien inaugura une nouvelle politique de rapprochement avec l'Equateur et le Chili avec lesquels son pays a des problèmes de frontières. Son Ministre des affaires étrangères se rendit à Quito et à Santiago à cet effet. Il proposa à ces deux Etats des mesures en vue de limiter la course aux armements, à défaut de les diminuer. Le Pérou mena donc une politique étrangère très active durant la première période d'AGP. Après, celui-ci dut freiner son zèle à la suite des difficultés financières intervenues dans son pays, lesquelles l'obligèrent à s'occuper davantage des problèmes internes. Mais il n'en continue pas moins de jouer un rôle important au sein du groupe des 8 Chefs d'Etat latino-américains et il a récemment participé à la relance du Groupe andin à Carthagène (Colombie).

III. Le terrorisme

1. Le Mouvement Sentier lumineux (SL)

Le problème le plus grave auquel AGP a été confronté avec ses divers gouvernements est celui du terrorisme, qui a commencé au début des années 80 dans la région d'Ayacucho et qui a été négligé au début par son prédécesseur. Celui-ci s'est borné à nommer un chef civico-militaire dans cette ville en lui donnant quasi les pleins pouvoirs dans la zone d'urgence constituée par les départements d'Ayacucho, de Huancavelica et d'Apurimac. Mais, à partir de 1985, le mouvement séditieux "Sentier lumineux" (SL), dirigé par Abimael Guzman, ancien professeur à l'université d'Ayacucho, a fait de notables progrès dans pratiquement toute la sierra (région montagneuse du pays) et a étendu son action vers les villes à la suite de la contre-offensive des forces armées et de police.

Mouvement jusqu'au-boutiste, qui ne respecte pas la vie humaine, SL, qui professe une doctrine maoïste pure et dure, proche de celle de la bande des quatre, élimine tous ses ennemis qu'ils soient de gauche ou de droite. Mais il s'attaque en priorité aux membres du parti au pouvoir APRA ainsi qu'à ceux des forces armées et de police. Les actions terroristes inopinées aboutissent presque toujours à des assassinats qui effraient la

population. Mais ce groupement, composé surtout de jeunes gens frustrés entre 14 et 24 ans issus des milieux petits bourgeois, n'a pas réussi, à cause de son idéologie et de ses méthodes, à entraîner les paysans de la sierra derrière lui. Ces derniers, qui se méfient autant de la répression des forces armées que des actions terroristes, ont fui soit vers les chefs-lieux des départements, soit vers la capitale du pays.

2. Le Mouvement Tupac Amaru (MRTA) et le Commando Rodrigo Franco

Un autre mouvement séditionnel, qui porte le nom de Tupac Amaru, apparu dans le pays en 1983 et, depuis lors, il n'a cessé d'effectuer des actions séditionnelles. A mi-chemin entre le terrorisme et la guérilla, ce mouvement est très fort dans les régions basses du pays, notamment à Lima. Il défend avant tout les exploités et sa doctrine se rapproche de celle des mouvements castristes des années 60.

Depuis l'an dernier, ces deux mouvements sont liés aux trafiquants de cocaïne avec lesquels ils ont fait une alliance objective contre le gouvernement. Les trafiquants leur paient un quota et ils peuvent continuer leur activité délictueuse en toute impunité.

Les crimes commis par les deux mouvements précités ont engendré une réaction émanant d'un groupe intitulé "Commando Rodrigo Franco", qui veut faire justice lui-même en se substituant aux autorités et à la police. Il a déjà plusieurs assassinats à son actif dont celui de l'avocat du numéro 2 de SL.

Le bilan total du terrorisme des deux mouvements séditionnels et du Commando Rodrigo Franco ainsi que de la répression des forces de l'ordre s'élève à environ 14'000 morts. En outre, les deux mouvements ont commis des dégâts matériels pour un montant d'environ 12 milliards de dollars.

IV. Question des droits de l'homme au Pérou

AGP avait bien commencé son mandat dans ce domaine en limogeant le général responsable de la zone d'urgence. En juin 1986, il y eut malheureusement une répression hors de proportion avec les faits (prise de 3 otages) dans 3 prisons de Lima pendant la réunion de l'Internationale socialiste, avec un bilan de 250 morts. La plupart des prisonniers avaient été tués alors qu'ils étaient en train de se rendre, ce qui a provoqué un grand émoi dans le pays. AGP avait promis que les coupables seraient punis et avait même ajouté: "Ou ils s'en iront ou c'est moi qui m'en irai". Depuis lors, l'affaire est entre les mains des tribunaux militaires qui n'ont encore prononcé aucune sentence.

La répression contre la subversion se poursuit dans le pays avec peu de discernement, de sorte que la population civile craint autant les militaires que les terroristes. Il y a passablement de disparitions et Amnesty International vient de critiquer "les graves violations des droits de l'homme commises au Pérou". La guerre est devenue sale de part et d'autre; il y a très peu de

prisonniers et la plupart d'entre eux se plaignent de mauvais traitements. Les militaires ont tendance à outrepasser leurs droits dans la zone d'urgence et les paysans, pris entre deux feux, ne savent plus quelle attitude adopter. Les autorités péruviennes viennent d'approuver les 2 protocoles additionnels aux Conventions de Genève mais les civils ne sont pas en mesure d'imposer leurs vues aux militaires dans cette question du respect des droits de l'homme.

V. Bilan de l'action gouvernementale du Président AGP

Si l'on veut dresser un bilan de l'action du Président AGP durant ses 4 premières années de pouvoir, je dirais qu'à son actif il faut mentionner, en politique étrangère, un rapprochement avec les Etats voisins du Pérou et, en politique interne, la relance économique de la fin de 1985 et de l'année 1986, la conservation des libertés constitutionnelles, en particulier celle de la presse, et surtout la régionalisation du pays. Ce dernier point est, à mon avis, le plus important à sa faveur car 12 à 13 régions ont été créées dont 4 à 5 auront déjà des élections en novembre prochain. Le pays avait un urgent besoin de décentralisation. Il faut espérer que les régions recevront les moyens financiers nécessaires à leur développement.

Au passif du Président, je relèverais le fait d'avoir continué la même politique économique en 1987 alors qu'il aurait dû y apporter des corrections à la fin de 1986 afin de conserver les réserves monétaires du pays. Il y a en outre la nationalisation du système financier qui n'était pas nécessaire puisqu'une partie importante des banques était déjà aux mains de l'Etat ou contrôlées par lui. Cette nationalisation a fait perdre sa crédibilité au Président tant auprès des milieux financiers nationaux qu'internationaux et le pays n'a pratiquement plus reçu de crédits importants de la part des banques privées depuis lors. Une autre grande erreur est d'avoir rompu avec le système financier international, en particulier avec le FMI, en ne payant plus les dettes à l'égard de cet organisme, de la Banque interaméricaine de développement (BID) et de la Banque mondiale (BIRD). AGP a eu le tort de transformer un problème financier en un problème politique. Les Chefs d'Etat latino-américains furent très contents qu'un jeune collègue affronte le système financier international en proclamant ouvertement ce qu'eux pensaient mais n'exprimaient pas. Ils laissèrent AGP développer sa thèse du remboursement annuel des 10% du total des exportations mais chacun négocia de son côté avec les pays créditeurs, en particulier le Brésil et le Mexique.

Le Président commit aussi l'erreur, sous prétexte de ménager la masse de la population, de ne pas prendre des mesures de choc pour lutter contre l'inflation en septembre 1988 et de donner la préférence à une politique économique de type gradualiste, laquelle ne lui a pas permis de résoudre le problème jusqu'à ce jour. Le pays risque d'avoir 4'000% d'inflation en 1989.

Enfin, une des causes de son échec est qu'AGP veut gouverner seul son pays en considérant ses ministres comme des secrétaires auxquels il ne donne pratiquement pas d'autonomie. Ceci a surtout été le cas en matière d'économie, de finances et de politique extérieure. Il aurait pu redresser la barre en 1988 en faisant appel à un économiste indépendant mais, comme il a toujours donné la priorité à l'idéologie de son parti sur le pragmatisme, aucun économiste de renom n'a voulu assumer le portefeuille de l'économie et des finances. Cet exercice solitaire du pouvoir est la caractéristique principale du Gouvernement d'AGP qui a pris la plupart de ses décisions importantes sans consulter au préalable les leaders de son parti. Aussi n'est-il pas étonnant qu'il ait perdu le poste de Secrétaire général au profit du deuxième vice-président de la République Luis Alva Castro au début de cette année.

Une des causes aussi de l'échec du Gouvernement d'AGP réside dans le manque de cadres du parti APRA, aptes à assumer des responsabilités à l'échelon des départements. Ce parti, qui fut 55 ans dans l'opposition, n'avait aucune expérience de gouvernement lorsque AGP gagna les élections. D'autre part, ce parti est tiraillé entre les jeunes, partisans des idées marxistes d'Haya de la Torre des années 20 et 30, et les anciens du parti comme Luis Alberto Sanchez, l'actuel Président du Conseil des Ministres et Premier Vice-Président de la République, qui ont évolué comme les sociaux-démocrates allemands et sont pro-américains. Ces conflits internes entre la gauche et la droite du parti se reflètent au parlement et ils ont empêché le parti d'avoir une unité de doctrine dans les questions importantes, notamment dans celle de la nationalisation du système financier. Les Apristes de la chambre des députés sont en général plus progressistes que ceux du Sénat dont plusieurs représentants défendent des intérêts bourgeois. On peut dire que le Sénat a freiné AGP et parfois à juste titre.

VI. La fin du mandat d'AGP

Il reste 11 mois de pouvoir au Président Garcia durant lesquels il va s'efforcer d'améliorer le sort de la masse de la population en utilisant une partie des réserves monétaires du pays pour relancer la demande, au risque de provoquer une hausse plus forte de l'inflation. Même s'il réussit, le rythme de l'inflation va rester autour des 20 à 30% mensuels ce qui va permettre au Président de terminer son mandat mais en devant faire face à de multiples grèves des employés du secteur public (enseignement, ministères, mines, banques, santé, etc.). Il faut espérer que ces dernières n'ébranleront pas trop le système mais tous les partis d'opposition sont conscients qu'ils doivent aider le gouvernement à aller jusqu'au terme de son mandat, s'ils veulent eux-mêmes avoir une chance d'accéder au pouvoir le 28 juillet 1990. Quant aux forces armées, elles n'interviendront pas à moins qu'il y ait le chaos dans le pays. La crise économique dont souffre le Pérou ne les attire guère au pouvoir, ceci d'autant plus qu'ils ont encore le souvenir de l'expérience de leurs 12 ans de gouvernement entre 1968 et 1980.

VII. Les élections municipales et nationales

1. Les élections municipales

Le 12 novembre prochain auront lieu les élections municipales. Alors que les observateurs pensaient qu'il y aurait une lutte entre Eduardo Orrego, le candidat du Front démocratique (FREDEMO) des partis bourgeois, Action populaire (AP) et Parti populaire chrétien (PPC), et Henry Pease, candidat de la Gauche Unie (IU) des outsiders ont surgi à gauche comme à droite. En effet la IU s'est divisée et le sénateur Bernales va représenter à l'élection la droite de ce conglomérat de partis, dénommé Accord socialiste, tandis qu'à droite a surgi la candidature du propriétaire d'un canal de télévision, Ricardo Belmont, personnalité très populaire qui vient actuellement en tête des sondages d'opinion devant le candidat du FREDEMO, l'ingénieur Juan Inchaustegui, ancien Ministre de l'énergie et des mines sous Belaunde.

L'actuel maire de Lima, del Castillo de l'APRA, ne se représente pas et son parti a choisi la très populaire Ministre de l'éducation Mercedes Cabanillas qui va de toute façon obtenir un bon résultat, même si elle ne gagne pas. Les chances de Pease ont diminué avec la candidature de Bernales, qui ne semble avoir aucune chance mais va lui prendre les voix de la gauche modérée. Au moment où j'écris ces lignes, le vent de ces élections souffle plutôt à droite et une victoire de justesse du candidat du FREDEMO est dans l'ordre des possibilités alors qu'il y a un mois Pease était le favori.

2. Les élections nationales

Les élections présidentielles et législatives auront lieu en avril 1990 et la campagne électorale a déjà commencé, chevauchant celle des élections municipales et se mélangeant parfois avec elle. Le FREDEMO qui, en plus des deux principaux partis AP et PPC, est composé de deux autres petits partis, le SODE (Solidarité et démocratie) du Sénateur Silva Ruete, ancien Ministre de l'économie sous les militaires, et l'Union civique indépendante (UCI) du député Diez Canseco, a désigné il y a deux mois son candidat à la présidence en la personne de Mario Vargas Llosa (MVL), écrivain de renommée internationale, qui professe des idées néo-libérales contrastant avec la tendance à l'étatisme du parti au pouvoir et de la IU. Le candidat à la première vice-présidence sera l'architecte Orrego d'AP tandis que celui à la deuxième vice-présidence sera Alayza Grundy du PPC. MVL avait retiré sa candidature peu après sa désignation pour faire pression sur les deux chefs historiques de l'AP et du PPC, l'ancien Président Belaunde (77 ans) et l'avocat Luis Bedoya Reyes (70 ans), pour les amener à faire preuve entre eux de plus d'esprit de collaboration. Puis il avait fait volte-face en revenant à la tête du FREDEMO qui, malgré certaines divergences entre les partis, a l'avantage sur la IU d'avoir une conception unitaire de la démocratie représentative. En ce qui concerne

l'économie, deux courants sont représentés, celui qui proclame l'économie de marché (MVL et ses amis du groupe Liberté) et ceux qui sont plus proches d'une économie sociale de marché (AP, PPC et SODE). MVL vient de réunir rapidement 450'000 signatures pour inscrire son mouvement Liberté au Collège électoral et il est actuellement en tête des sondages d'opinion avec légèrement plus de 40% des voix.

Le deuxième candidat désigné est celui du parti gouvernemental Luis Alva Castro (LAC), actuellement deuxième vice-président de la République et Secrétaire général du parti APRA, qui obtient 8% des voix dans les sondages. Mais les Apristes spéculent sur la division de la IU. Pour le moment, celle-ci est divisée d'une part entre l'Accord socialiste et le Mouvement vers le socialisme (MAS) (représentant la tendance centriste du conglomerat de partis), qui soutiennent la candidature d'Alfonso Barrantes, ancien candidat présidentiel en 1985 et ex-maire de Lima et, d'autre part, la gauche du front représentée par les partis UNIR (Union de la gauche révolutionnaire) et PUM (Parti d'unité mariatéguiste) qui ne veulent pas soutenir Barrantes avant de l'avoir obligé à se soumettre à une élection interne qu'ils contrôlèrent. Ce candidat n'est pas d'accord d'entrer dans ce jeu qu'il estime dangereux pour lui et il s'appête à regrouper sous son égide une quantité d'indépendants de gauche n'appartenant à aucun parti. On risque fort d'avoir finalement 2 candidats de la IU à l'élection présidentielle, l'un représentant la tendance sociale-démocrate ou socialiste modérée et l'autre, le socialisme marxiste, à mi-chemin entre la légalité et la subversion. Cette scission au sein de la IU, qui s'est accentuée cette année, date déjà de 1988. Les tendances paraissent irréconciliables et, si elles arrivaient à s'unir pour l'élection, elles ne pourraient pas maintenir la cohésion pour gouverner, d'où le risque de suivre l'exemple du Chili. Barrantes, qui est obnubilé par la fin tragique d'Allende, hésite beaucoup à lancer sa candidature dans de telles conditions et il se peut fort bien qu'il accepte, malgré son désir de maintenir l'unité de la IU, de ne représenter que les secteurs modérés ou même qu'il décline finalement sa candidature, s'il estime qu'il court trop de risques. Il a jusqu'à la mi-octobre pour se décider. C'est le seul candidat qui serait en mesure de faire échec à Vargas Llosa car les électeurs vont certainement faire payer au candidat gouvernemental LAC les erreurs du Président actuel et la baisse drastique de leur pouvoir d'achat. Au deuxième tour, une grande partie de l'APRA pourrait soutenir Barrantes si son candidat LAC est éliminé à l'issue du premier.

Les Apristes estiment toutefois qu'ils ont encore une chance au deuxième tour en raison de la division de la IU mais, pour cela, il faudra que leur candidat arrive au deuxième rang au premier tour, ce qui sera difficile, voire impossible si Barrantes se présente aux élections. Les autres candidats des petits partis n'ont aucune chance.

C'est donc le candidat de FREDEMO qui, à la fin d'août 1989, a le

plus de possibilité de triompher. Contrairement à l'opinion de nombreuses personnes que je rencontre dans les réunions sociales, je ne pense pas que MVL obtiendra la majorité absolue au premier tour car les deux autres candidats importants, qui n'ont pas encore véritablement commencé leur campagne électorale, vont gagner des points à son détriment d'ici aux élections. Il y aura donc très probablement un second tour et, cette fois, le candidat qui sera sorti deuxième au premier tour, ne se retirera pas de la compétition comme en 1985. Ce sera alors une lutte entre la droite et la gauche ou entre la droite et le centre-gauche et le pays sera pratiquement divisé en deux courants politiques. En 1985, l'option était différente puisqu'il s'agissait d'une bataille électorale entre le centre-gauche (AGP) et la gauche (Barrantes qui est lui-même un ancien apriste).

Plusieurs observateurs estiment que, pour avoir plus de chance de vaincre, MVL devrait se recentrer politiquement et abandonner certaines de ses idées néo-libérales lesquelles ne peuvent qu'unir les syndicats et les gens de gauche contre lui, notamment s'il décide de supprimer la sécurité de l'emploi après trois mois d'engagement et de modifier la loi sur les grèves, afin de donner la compétence, à la base du syndicat et non plus aux dirigeants, de décider de l'opportunité d'une grève. Mais de telles mesures seraient dans un certain sens nécessaires pour rétablir l'économie du Pérou car c'est la loi de la rue qui prédomine actuellement dans le pays affligé par de multiples grèves.

La morale du travail est au plus bas, spécialement dans le secteur public où les gens travaillent mal et trop peu. Il faudrait licencier un demi-million de personnes du secteur public et MVL, qui avait premièrement déclaré que l'Etat ne pourrait plus garder ces personnes, s'est empressé d'ajouter, sous la pression des partis AP et PPC, que ces travailleurs devraient être transférés au secteur privé. La tâche de MVL sera donc très difficile s'il arrive au pouvoir car il devra non seulement composer avec les partis du FREDEMO mais avec les syndicats et la gauche qui le considèrent déjà comme le représentant du capitalisme national et international.

VIII. La personnalité d'Alan Garcia Perez (AGP)

Avec sa jeunesse (40 ans), son charisme et son grand talent oratoire, AGP reviendra probablement au pouvoir, soit en 1995, soit en l'an 2000 s'il n'est pas assassiné entre-temps. Un tel retour paraît presque impossible à l'heure actuelle mais la mémoire des Péruviens est très courte. L'expérience de Belaunde l'a démontré. En 3 ans, ils ont tout oublié et auraient été prêts à le réélire s'il avait voulu se porter candidat.

AGP a un sens politique très aigu; il domine ses camarades de parti par sa forte personnalité et son don de la parole. Le temps travaille aussi pour lui car, dans quelques années, les vieux leaders du parti, qui le freinent actuellement, disparaîtront et

il pourra diriger un parti nettement mieux soudé. Il se peut aussi que son expérience du pouvoir l'amène à davantage de pragmatisme dans le futur, comme son ami Jaime Paz Zamora, le nouveau Président bolivien et qu'il s'inspirera de l'exemple de Felipe Gonzalez pour constituer un grand parti de centre-gauche qui abandonnerait les vieux mythes apristes. Contrairement au surnom de "cheval fou" que lui ont donné ses adversaires politiques de droite, AGP n'est pas un malade mental mais un homme trop impulsif qui souffre de hauts et de bas de caractère le faisant passer, en peu de temps, de l'euphorie à la limite de la dépression. On dit qu'il prend du lithium pour se stabiliser mais ceci n'enlève rien à ses grandes capacités intellectuelles et de dirigeant politique qui lui permettent parfois de transformer des défaites en victoires. A ce sujet, il est fort possible qu'AGP soit considéré, dans quelques années, comme l'homme d'Etat qui a fait le plus progresser la solution du problème de la dette, en résistant aux exigences du FMI et du système financier international et en faisant passer le bien-être matériel de son peuple avant celui des créanciers, du moins en paroles. Aussi AGP ne manquera-t-il pas d'utiliser, entre autres, cet argument pour revenir au pouvoir.

Pour terminer le portrait d'AGP, je dirais qu'un doute subsiste sur l'origine de ses biens, en particulier de ses immeubles car, à part son mandat de député de 1980 à 1985, il n'a pratiquement pas travaillé. Sa famille fait partie de la petite bourgeoisie et celle de sa femme n'a pas la réputation d'être fortunée. Il a été attaqué par un parlementaire indépendant et par des revues à cause de ses immeubles et ses explications ne lui ont pas permis de réfuter tous les reproches. Il se peut donc qu'un procès lui soit fait, comme à Peron, à l'issue de son mandat, à moins qu'un accord tacite en 1990, entre le parti du vainqueur des élections et l'APRA, empêche ce thème d'être abordé au parlement, comme cela a été le cas après l'élection de 1985 à l'égard du dernier Président du Conseil des Ministres, Luis Percovich, du régime de Belaunde. En tout cas, AGP ressemble plus à Danton qu'à Robespierre. Il aime jouir de la vie à tous les points de vue, ce qui le rend humain et sympathique. Il a souvent répété que le pouvoir n'était pas un butin mais il a peut-être oublié de diriger ses paroles à lui-même.

IX. La personnalité de Mario Vargas Llosa

MVL est le type de l'intellectuel qui a réussi et s'est enrichi par ses oeuvres littéraires traduites en de nombreuses langues. Il apparaît comme un honnête homme qui s'est lancé dans la politique uniquement pour rendre service à ses concitoyens mais je dirais aussi, pour satisfaire son ambition d'être une fois Président de la République à défaut d'être lauréat du prix Nobel de littérature. Il a déclaré que la politique était quelque chose de pas très propre et il donne l'impression de ne pas vouloir se salir les mains en cas de victoire électorale, ce qui constitue une naïveté de sa part. Cette position lui attire les voix

d'indépendants et de sans-partis qui n'aiment pas les politiciens. MVL a le désavantage de ne pas être représentatif de la majorité du peuple péruvien avec sa couleur de peau, sa mentalité de gentleman britannique et d'homme du monde qui se sent presque plus à l'aise dans les grandes capitales européennes qu'à Lima.

L'écrivain commet l'erreur d'affirmer, en analysant les problèmes de son pays, que tous les maux dont il souffre proviennent de l'étatisme alors que souvent l'Etat a dû se substituer à l'initiative privée qui a été défaillante ou n'a pas eu confiance en son propre pays. MVL oublie parfois qu'un pays en développement comme le sien, à la géographie très accidentée, a besoin d'un Etat fort pour l'empêcher de se disloquer. Naturellement, plusieurs activités économiques pourraient être exercées par des privés à condition que ces personnes changent leur manière de penser vis-à-vis de leurs compatriotes moins favorisés, ne considèrent pas uniquement leurs propres intérêts mais aussi celui du peuple auquel elles doivent laisser des chances de promotion sociale. La mentalité du patronat et celle des syndicats doivent aussi changer pour que le pays puisse progresser. Le pas vers la décentralisation, franchi par AGP, constitue un véritable défi pour les Péruviens. Puissent-ils le relever!

Enfin MVL doit voir la réalité de son pays en face, laquelle ne se reflète pas dans ses livres. Il aurait intérêt à relire ceux de Dickens, de Zola et de Blasco Ibañez qui ont tous les trois décrit la misère du peuple. MVL se trompe aussi en comparant la politique que devrait mener le Pérou à celle des pays européens qui ont un niveau de développement nettement supérieur. La masse des Péruviens vit actuellement dans la misère qui ne peut qu'engendrer des idées de frustration et de révolte. Aussi n'est-il pas étonnant que le pays subisse les assauts de ceux qui ont perdu confiance en la démocratie qui a trop longtemps été seulement formelle au Pérou. L'observateur, qui connaît bien le pays, ne voit pas très bien un tel homme à la tête de l'Etat dans le Pérou actuel où le poids des métis et des Indiens devient chaque jour plus grand en vertu de leur nombre. Toutefois, le fait que MVL soit considéré comme un homme nouveau lui attirera les voix de nombreux déçus du régime actuel qui croient aux miracles de l'homme providentiel. Mais sera-t-il à la hauteur de sa tâche, cet homme qui veut gouverner son pays à l'européenne alors que le Pérou, hormis sa minorité blanche, est fort éloigné culturellement du vieux monde? MVL risque donc de constituer une nouvelle déception pour le peuple péruvien, laquelle pourrait engendrer de grandes tensions sociales dans le pays car sa politique risque plus de les augmenter que de les réduire. Mais, malgré tous ses défauts, MVL paraît la moins mauvaise option du pays dans les circonstances actuelles, celle de Barrantes étant plus fragile, notamment dans le domaine économique.

X. Remarques finales

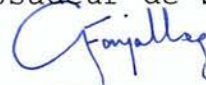
Les 3 à 4 prochaines années du Pérou seront difficiles, même en cas de victoire de MVL. Ce pays devrait pouvoir ensuite remonter la pente assez rapidement grâce à ses importantes ressources naturelles (mines, pétrole, pêche) dont l'exploration et l'exploitation exigent de grands investissements. Ceux-ci ne vont pas venir de l'étranger sous le gouvernement d'AGP à cause du manque de confiance qu'il inspire.

A part ses difficultés économiques, le principal problème du Pérou reste celui du terrorisme qui peut, par ses actions inattendues, ennuyer le gouvernement pendant de nombreuses années, sans toutefois vaincre les forces armées et imposer sa loi au pays.

Il faut toutefois souhaiter que le Pérou ne se transforme pas en un Salvador ou en un Chili du début des années 70 et que l'armée ne doive pas revenir au pouvoir pour remettre de l'ordre dans cette frêle démocratie. Celle-ci donne souvent l'impression d'être seulement tolérée par les militaires. Tant que les Péruviens et les autres latino-américains ne changeront pas leur concept de la liberté, qui constitue pour eux presque un absolu, le risque d'anarchie subsistera, de même que le danger du retour des militaires au pouvoir.

Les Péruviens ont le grand défaut de s'enthousiasmer tous les 5 ans pour un leader politique qui, à leur avis, devrait résoudre tous les problèmes de leur pays, dont les leurs en premier lieu. Lorsqu'ils auront compris que la situation du Pérou peut seulement être améliorée par l'action conjointe de tous les habitants du pays, du haut jusqu'en bas de l'échelle sociale, et qu'il n'y a pas d'homme-miracle en politique, ils auront franchi un pas important vers le développement. Sinon, ils resteront très sensibles au populisme qui, à cause de ses contradictions et de sa démagogie, ne pourra pas résoudre les principaux problèmes du pays.

L'Ambassadeur de Suisse



(G. Fonjallaz)